

Une histoire de drapeaux fait chuter le gouvernement calédonien

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 17.02.11 | 09h04 • Mis à jour le 17.02.11 | 16h49



Les drapeaux français et kanak, hissés côte-à-côte lors d'une cérémonie officielle en présence de François Fillon, le 17 juillet 2010 à Nouméa. AFP/MARC LE CHELARD

Le gouvernement collégial de Nouvelle-Calédonie est tombé, jeudi 17 février, après la démission en bloc de ses membres Union calédonienne (UC, indépendantiste), qui dénoncent la position du chef de l'exécutif dans la querelle des deux drapeaux comme emblèmes de l'archipel, a indiqué le gouvernement.

Les trois membres UC du gouvernement ainsi que leurs suivants de liste ont démissionné de l'institution, qui compte en tout onze membres, élus à la proportionnelle par le Congrès de ce territoire autonome. L'UC, parti du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste), accuse Philippe Gomes (droite modérée) de faire de "l'obstruction" quant au choix de deux drapeaux — tricolore et kanak — comme emblème de l'archipel. "Le drapeau kanak est le visage d'une des deux légitimités du pays", a affirmé Charles Pidjot, président de l'UC, qui considère M. Gomes comme responsable du fait que quatre communes calédoniennes n'ont pas hissé les deux étendards.

La solution controversée de deux drapeaux a reçu le soutien du premier ministre, François Fillon, venu à Nouméa en juillet, et a fait l'objet d'un vœu au Congrès calédonien. Elle s'écarte cependant de la procédure législative prévue par l'accord de Nouméa, qui recommande en outre l'élaboration d'un seul drapeau, illustrant la communauté de destin.

"Je considère que ces deux drapeaux sont un choix qui divise. Mais cette histoire est un rideau de fumée pour avoir ma peau", a déclaré M. Gomes, qui accuse l'UC d'avoir conclu un accord avec l'UMP locale pour l'écarter. Il s'est dit "totalement" déterminé à bloquer les institutions, dans l'optique d'obtenir de Paris une dissolution des assemblées et un retour aux urnes. "Ils ne feront pas une alliance dans le dos des Calédoniens, il leur faudra la légitimité du suffrage universel", a-t-il prévenu.

Dans un message publié jeudi, la ministre de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, a pris acte de la démission du gouvernement et a appelé au respect des accords de Nouméa, qui mirent fin à l'agitation indépendantiste qui secoua l'archipel du Pacifique Sud dans les années 1980.

Actuellement à Paris, le député UMP Pierre Frogier a déclaré "comprendre" la démarche de l'UC. En revanche, au sein de l'UC, des voix discordantes se sont élevées, l'un des "ministres" ayant notamment déclaré avoir démissionné "contraint". Le Palika, autre parti prépondérant du FLNKS, s'est lui aussi élevé "contre cette perte de temps". Un nouveau gouvernement doit être élu par le Congrès le 3 mars. La droite non indépendantiste est majoritaire au Congrès de Nouvelle-Calédonie, mais elle est éclatée en plusieurs formations qui se querellent.

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.